

INFRASTRUCTURES

**Le Pont de Bettié
dope le commerce
dans la région**

EAU POTABLE

**Un château d'eau
pour soulager les
femmes de Gbémazo**

INNOVATION

**Une écabosseuse de
cacao qui réduit la
pénibilité**

MARCHÉ DE SASSANDRA

**Un projet pour dynamiser
le commerce dans le
Gboklé**

PLUS LOIN AVEC...

Maurice Bandaman
Sur la valorisation du
patrimoine culturel
national

ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ

**Les centres de santé
de plus en plus proches
des populations**



SOMMAIRE

RÉSULTATS & IMPACTS

4

Pont de Bétié : le commerce dopé dans l'Indénie-Djuablin

Appui aux médias : 1,4 milliard de FCFA décaissé en 2017 pour soutenir la presse

Solidarité : 93 % des exilés ivoiriens ont regagné le pays

Microfinance : 1,3 million d'épargnants grâce aux réformes

Entrepreneuriat : 41 593 jeunes financés par le gouvernement de 2015 à 2017

Eau potable : un château d'eau pour soulager les femmes de Gbémazo

Electrification : le barrage de Soubré illumine 15 000 habitants de la Nawa

GROS PLAN

8

Accès aux soins : les centres de santé de plus en plus proches des populations



EN ACTION

12

Innovation : une écabosseuse de cacao qui réduit la pénibilité

E-Banque de sang : la disponibilité des poches de sang en un clic

SUR LE TERRAIN

13

Marché de Sassandra : un projet pour dynamiser le commerce dans la région du Gboklé



PLUS LOIN AVEC ...

14

Maurice Bandaman sur la valorisation du patrimoine culturel national

ARRÊT SUR IMAGES

15

3 QUESTIONS À ...

16

Anne-Désirée Ouloto



MENSUEL D'INFORMATIONS
DU CENTRE D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION GOUVERNEMENTALE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Bakary SANOGO

Directeur du Centre d'Information
et de Communication Gouvernementale
(CICG)

COMITÉ DE RÉDACTION

CICG

CONCEPTION - ÉDITION

CICG

Photo de la couverture : © UNICEF / Frank Dejongh

Reproduction interdite sans autorisation préalable.



République de Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 20 31 28 28 / Fax : (225) 20 33 29 59

01 B.P. 12 243 Abidjan 01

1^{er} étage, Immeuble du Front Lagunaire

Courriel : info@cicg.gouv.ci



www.gouv.ci



@gouvci



@gouvci.official



gouvcivideo



gouvci.official

Eurobond : Des progrès et une signature portés par une vision et un leadership



Par BAKARY SANOGO

Directeur du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale - CICG

Décidément, la Côte d'Ivoire a mangé du cheval ! Glanant, depuis des années, succès et progrès sur les fronts des services sociaux, des réformes politiques et économiques, du repositionnement sur la scène internationale, etc.

Une autre démonstration vient d'être faite, avec l'Eurobond 2018, la mobilisation de ressources sur les marchés de capitaux internationaux, en mars dernier. Une opération visant à dynamiser davantage le développement, améliorer les conditions de vie des populations et accompagner le pays dans son ambition d'être émergent à l'horizon 2020.

Lorsque le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly et son équipe d'experts attaquent, du 15 au 19 mars 2018, les places financières de Londres, New York, Boston, Francfort et Paris, l'objectif initial est de mobiliser 850 millions d'euros, soit 557,5 milliards de FCA.

L'exercice – le même que l'Eurobond 2017 – consiste à présenter le pays, sous toutes ses facettes. Celles de la politique, de la gouvernance, de la sécurité, des infrastructures, des services sociaux de base, de l'économie, du rôle sous-régional du pays, des rapports avec les institutions de financement de développement, comme la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI).

A l'arrivée, l'opération de démonstration, de communication et de marketing sur les performances et perspectives de développement du pays s'avère concluante. Le gouvernement réussit à mobiliser 1 milliard 700 millions d'euros, soit 1 115 milliards de FCFA, c'est-à-dire deux fois plus qu'envisagé. Une opération en deux tranches : une de 850 millions d'euros, sur 12 ans, au taux de 5,25 % et une autre de 850 millions d'euros, sur 30 ans, au taux de 6,625 %.

Et qui plus est, les investisseurs, devant la solvabilité du pays, ont présenté une offre de souscriptions atteignant 5 milliards d'euros. C'est que le

gouvernement était passé à la vitesse supérieure, suscitant une forte réaction des marchés. Amadou Gon Coulibaly a dû freiner leur offensive d'offre, indiquant qu'il ne demandait pas tant pour le moment.

Les investisseurs de la City, à Londres, ou de Wall Street, à New York, ont tout simplement été séduits et convaincus par les progrès socio-économiques, la qualité des investissements, le cadrage macro-économique et surtout par les perspectives de développement pour les décennies à venir.

Les marchés ont donc positivement réagi aux signaux verts des agrégats économiques, à l'ardeur des Ivoiriens au travail, et surtout à leur ambition de faire de leur pays une grande nation. On comprend donc que les analystes parlent d'une opération historique, tant par le montant mobilisé que par la maturité des émissions, allant jusqu'à 30 ans pour une des deux tranches.

Pouvait-il en être autrement ? Le gouvernement est au travail, dans un pays qui fut englué pendant des décennies dans un non développement, avec des taux de croissance négatifs et des besoins criants dans tous les secteurs : santé, éducation, électricité, eau potable, pistes rurales, etc.

Aujourd'hui, tous les efforts concourent à mettre le pays sur orbite, sur la base de politiques, de réformes et d'investissements pour en faire une nation développée dans 10 à 20 ans.

S'engager dans une opération de mobilisation de capitaux internationaux est toujours un peu risqué. Rien n'étant gagné d'avance, surtout qu'on n'est jamais seul sur ces marchés des capitaux qui sont les mêmes pour tout le monde. Mais l'Eurobond 2018 aura été relativement facile, vu que les résultats de développement acquis par la Côte d'Ivoire parlaient d'eux-mêmes.

La moisson a surtout été abondante parce que l'ombre du Président Alassane Ouattara planait, comme d'habitude, sur les discussions. Sa vision et son leadership inspirent confiance, rassurent les investisseurs et déclenchent chaque fois une réaction positive des marchés.

Les Ivoiriens ont donc de quoi être fiers de cette réussite du gouvernement, car ils ne sont pas nombreux, les pays africains qui osent s'aventurer dans un tel exercice. Et, sur les marchés des capitaux internationaux, on le sait bien, on ne vend pas du vent.

Les marchés ont donc positivement réagi aux signaux verts des agrégats économiques, à l'ardeur des Ivoiriens au travail, et surtout à leur ambition de faire de leur pays une grande nation.

Pont de Bettié

Le commerce dopé dans l'Indénié-Djuablin

Le pont de Bettié a mis fin à des années d'enclavement des populations. Il a dopé la mobilité des personnes et des biens et boosté les échanges. L'ouvrage contribue déjà à faire de la région un véritable pôle de croissance agro-économique, conformément à la vision du Président Alassane Ouattara.

Jusqu'alors, les populations et opérateurs économiques utilisaient un bac désuet et "capricieux", comme principal moyen de traversée de la "Comoé", un fleuve qui arrose le département de Bettié, l'une des principales zones de production du binôme café-cacao. L'ouvrage, inauguré le 22 décembre 2017, a ouvert, à grande échelle, les échanges commerciaux entre, d'une part, les régions de la Mé (Sud-Est) et de l'Indénié-Djuablin, et d'autre part, entre l'Est de la Côte d'Ivoire et le Ghana voisin. Evitant ainsi aux transporteurs de longs détours. « *Nous n'avons plus de problème de déplacement. Nous avons maintenant une liaison directe avec la région de la Mé ; et les commerçants*

ont moins de difficultés pour leur approvisionnement », se réjouit Ettien Kouadio Constant, opérateur économique à Bettié. Tout aussi heureux, Assandé Ferdinand, directeur des études dans une école privée à Bettié, renchérit : « *Nous sommes désenclavés avec ce pont. C'était le rêve de toute une communauté et de plusieurs générations qui s'est ainsi réalisé* ».

Financé à hauteur de 8 milliards de FCFA par l'Etat, ce pont de 186 mètres, est le résultat des actions fortes engagées depuis 2011 par le gouvernement dans le secteur routier. L'objectif étant de soutenir la croissance économique et d'améliorer les conditions de vie des populations. ■

Appui aux médias

1,4 milliard de FCFA décaissé en 2017 pour soutenir la presse

Pour l'aider à faire face à ses nombreux défis, l'Etat renforce son appui au secteur de la presse.

Le gouvernement ivoirien a alloué 1,4 milliard de FCFA en 2017 pour aider les acteurs de la presse nationale à améliorer la qualité de leur production, reconquérir le lectorat et rendre le secteur financièrement viable. Pour les autorités, cet appui est important, car la presse consolide la liberté d'expression, accompagne le dynamisme démocratique et le développement dans son ensemble. L'assistance s'inscrit donc dans la volonté du gouvernement de créer un écosystème favorable au secteur. La Côte d'Ivoire occupe la 81^e place en 2017, contre la 159^e en 2012, selon le baromètre de la liberté de presse de Reporters Sans Frontières (RSF). ■



Les Brèves du Développement

1 200 kg d'ivoire et d'écailles de pangolin saisis à Abidjan

L'Unité de lutte contre la Criminalité Transnationale de la police ivoirienne (UCT) a procédé à la saisie de 600 kg d'ivoire d'éléphant et 600 kg d'écailles de pangolin en janvier 2018. Cette opération a conduit à l'interpellation de 6 trafiquants. La valeur des objets saisis est d'environ 410 millions de FCFA sur le marché international.

Les zones industrielles de Yopougon et Akoupé-Zeudji en partie opérationnelles

Les travaux d'aménagement de la zone industrielle de Yopougon, notamment les voiries et réseaux divers (VRD), ainsi que l'assainissement sont au-delà de 90 % de réalisation. Quant à la nouvelle zone industrielle d'Akoupé-Zeudji, bâtie sur 900 hectares, son objectif est de décongestionner celle de Yopougon. Les travaux de VRD, d'eau potable, d'assainissement et d'électricité sont réalisés à plus de 92 %. La zone accueille déjà 65 entreprises, dont 49 ont totalement aménagé sur le site.

Le trafic du port de San Pedro en hausse de 13 % en 2017

Le Port Autonome de San Pedro a enregistré en 2017 2,894 millions de tonnes de trafic domestique, soit une hausse de 13 %, comparativement à 2016. Les travaux de modernisation et d'extension vont accroître ses capacités et sa compétitivité.

Un excédent de 42 milliards de FCFA en 2017 pour la Douane

Sur un objectif de 1 680 milliards de FCFA pour l'exercice 2017, la Douane Ivoirienne a enregistré 1 723 milliards de FCFA, réalisant ainsi un excédent de plus de 42 milliards de FCFA. Pour 2018, elle entend accroître ses capacités de mobilisation pour atteindre 1 803,5 milliards de FCFA.

Témoignages

Amalaman Joseph, transporteur sur la ligne Bettié-Yakassé Attobrou

“Aujourd'hui, nous sommes très contents”

« Nous avons trop souffert par le passé, avec le bac dont les pannes régulières, nous forçaient à garer nos véhicules, le temps des réparations. Aujourd'hui, nous sommes très contents de ce pont qui va développer nos activités et faciliter notre mobilité ».

Bessié Simon, missionnaire représentant d'une ONG à Bettié

“Le pont offre un accès facile à Bettié”

« C'est un rêve qui s'est réalisé avec la construction du pont qui nous offre maintenant un accès facile à Bettié. Avant, nos partenaires avaient du mal à venir nous voir ici. Grâce à cet ouvrage, les gens n'ont plus peur de venir à Bettié. Nous disons merci au Président de la République et au gouvernement pour cet investissement dont l'impact est déjà perceptible dans notre quotidien ».

Diabaté Adama, transporteur sur la ligne Djangobo-Yakassé

“Le pont a changé notre vie”

« Le pont a changé notre vie. Nous sommes contents de sa construction. Il y a longtemps que nous l'attendions ».

Solidarité

93 % des exilés ivoiriens ont regagné le pays

La stabilité sociopolitique et surtout l'engagement du gouvernement en faveur de la réconciliation ont favorisé le retour au pays des exilés de la crise post-électorale. Sur un total estimé à 321 647, 277 569 ont regagné le pays entre octobre 2011 et septembre 2017, soit un taux de 93,27 %.

De janvier à mars 2018, 163 exilés, dont 103 venant de la Guinée, 27 du Togo, et 33 du Ghana ont regagné le pays. Et plusieurs autres retours sont prévus dans les mois à venir, selon le ministère en charge de la Solidarité. Soucieux de leur bien-être et de leur réintégration, l'Etat s'est engagé à scolariser 19 833 enfants réfugiés rapatriés, et à prendre en charge jusqu'à l'âge de 21 ans près de 300 enfants orphelins. En outre, il a décidé de la réparation des préjudices subis au profit de 4 500 victimes ou ayants droit de victimes. Le gouvernement apportera également un appui pour la réintégration socio-économique des femmes et des jeunes, à travers des activités génératrices de revenus. Autant d'actions qui démontrent sa volonté de parvenir à la cohésion sociale. ■

Microfinance

1,3 million d'épargnants grâce aux réformes

L'action de restructuration et de professionnalisation du secteur de la microfinance, engagée par le gouvernement ivoirien en 2012, donne déjà des résultats encourageants.

L'épargne mobilisée au cours de la période 2013-2017 a été multipliée par quatre pour s'établir à 306,6 milliards de FCFA. Le montant des crédits accordés aux ménages, aux commerçants et aux artisans du secteur informel a été multiplié par quatre en 5 ans, pour atteindre 270,4 milliards de FCFA à fin décembre 2017, contre 57 milliards en 2012.

Les progrès sont aussi tangibles au niveau du nombre d'épargnants, avec une hausse globale de 91,57 % sur les cinq dernières années. On est passé de 779 000 clients en 2013 à 1,3 million de clients en 2017. Cette évolution répond à l'objectif principal des réformes initiées. A savoir, améliorer les conditions de vie des personnes à revenus faibles, notamment les paysans, commerçants et artisans qui sont généralement exclus du système financier classique. Principaux moteurs d'inclusion financière, les microfinances agréées sont au nombre de 51 en 2017. ■

Des efforts pour accroître le taux de pénétration

La majorité des Ivoiriens est toujours exclue du système financier classique : seulement 16 % de la population de plus de 15 ans détient un compte dans une institution et le taux de pénétration de la microfinance est de l'ordre de 6 %, selon le ministère de l'Economie et des Finances. La Côte d'Ivoire, considérée comme une locomotive de l'économie ouest-africaine, connaît depuis quelques années une croissance remarquable de son PIB (7,6 % en 2017).

Toutefois le pays a un retard à combler face au Sénégal, leader de la microfinance dans l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, avec plus de 2,5 millions de clients, une offre d'épargne de 280 milliards de FCFA et un taux de pénétration de 18,4 %.

Le système de la "tontine", sorte d'épargne collective tournante, où chacun cotise et reçoit à tour de rôle, est très développé en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce système de microcrédit informel permettait jusque-là aux souscripteurs d'emprunter facilement.



Entrepreneuriat

41 593 jeunes financés par le gouvernement de 2015 à 2017

Le gouvernement est résolument engagé à gagner la bataille de l'emploi des jeunes. Aussi met-il tout en œuvre pour leur apporter son appui, en les initiant à l'entrepreneuriat, à l'auto-emploi et en finançant leurs projets.

Les projets de 41 593 jeunes ont été financés par le gouvernement entre 2015 et 2017. Ces bénéficiaires ont été soutenus dans la création ou le développement d'activités génératrices de revenus, ou encore dans l'exécution des Travaux à Haute Intensité de Main-d'œuvre (THIMO).

En plus du financement des projets, l'Etat a favorisé le renforcement des capacités de 52 129 jeunes pour accroître leurs chances d'accès à un emploi. Il a également permis à 36 728 autres de bénéficier de stages-écoles, stages de qualification et d'emplois directs.

Un programme de développement des compétences, visant 76 700 jeunes, et un autre qui permettra à 8 500 jeunes d'avoir accès à des emplois salariés sont également prévus. ■

Eau potable

Un château d'eau pour soulager les femmes de Gbémazo

Démarrés en février 2016, les travaux de construction du château d'eau de Gbémazo sont totalement achevés. « *Tout le travail technique est achevé... Le château sera bientôt fonctionnel* », a indiqué, à notre passage, le responsable technique du chantier, Komenan Patrice. L'infrastructure va approvisionner en eau potable les villages de Gbémazo, Konogo et Karaba de la sous-préfecture de Worofla.

C'est l'effervescence dans les trois villages, avant même la mise en service du château d'eau. L'engouement que manifestent les populations à s'inscrire pour le branchement au réseau de la Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire (SODECI) est à la hauteur de leur longue attente. D'ores et déjà, les habitants des trois localités saluent unanimement le gouvernement pour cet ouvrage majeur. « *Cet ouvrage va littéralement changer notre vie dans les trois villages. Nous les femmes, en sommes les plus heureuses. Ce sera la fin de tant de pénibilité, de tant de difficultés et aussi de palabres aux points d'eau des pompes villageoises* », se réjouit Sanhman Mawa, présidente des femmes de Gbémazo.

D'un coût de 190 millions de FCFA, l'ouvrage a une capacité de 15 mètres cubes, soit 15 000 litres d'eau. ■



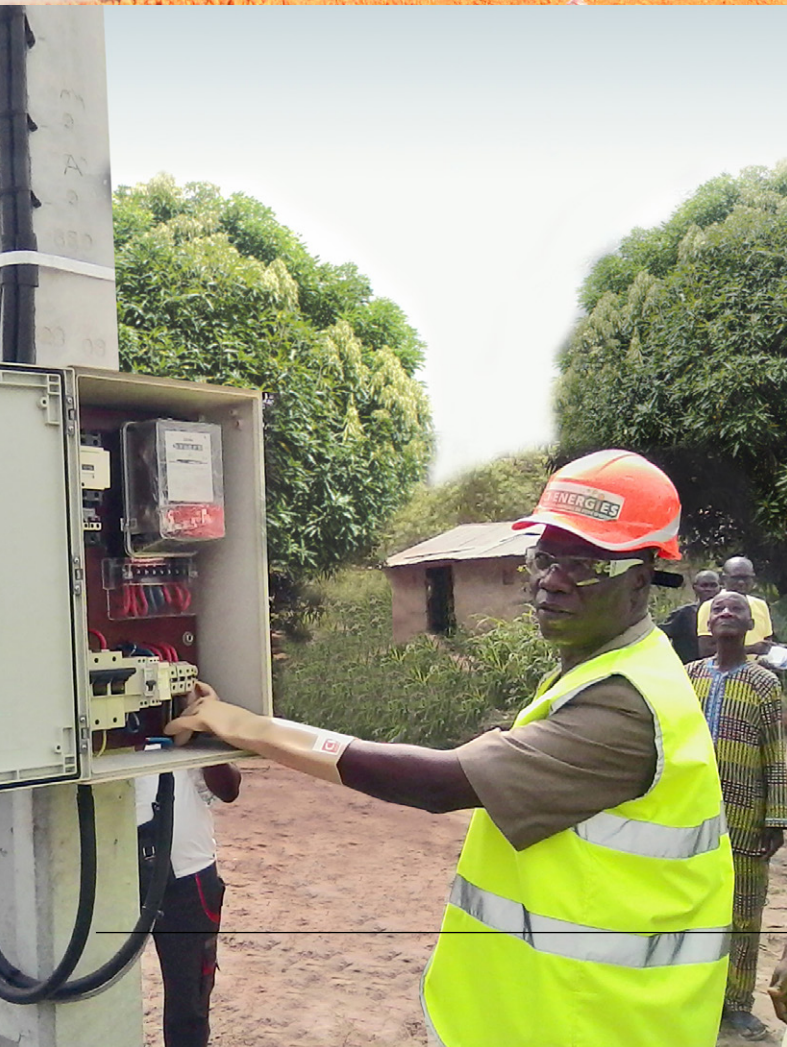
Electrification

Le barrage de Soubré illumine 15 000 habitants de la Nawa

Petit Gueyo, Petit Mayo et Kpéhiri, trois villages de la région de la Nawa (Sud-Ouest) sont sortis de l'obscurité grâce à la mise en service du barrage de Soubré.

Les populations des trois villages, les premiers à bénéficier de l'électricité grâce au barrage hydroélectrique de Soubré, amorcent une nouvelle page de leur histoire. Ce sont 15 000 habitants qui sont définitivement sortis de l'ère de la lampe tempête. Selon Côte d'Ivoire Energies, ce projet d'électrification fait partie des actions prévues par le gouvernement en faveur des 13 localités impactées par la réalisation du barrage de Soubré.

La mise sous tension se poursuivra en 2018 pour toucher l'ensemble des localités concernées. Pour Honoré Koubiou, pêcheur à Kpéhiri, la connexion à l'électricité offre de nouvelles opportunités « *Avec l'électricité, nous envisageons acheter des congélateurs. Cela va davantage développer nos affaires et augmenter nos revenus, parce que les poissons que nous commercialisons seront mieux conservés. On aura moins de pertes* ». ■





Accès aux soins

Les centres de santé de plus en plus proches des populations

L'accès des populations aux soins de santé s'est considérablement amélioré ces dernières années en Côte d'Ivoire. Le gouvernement en a fait une priorité, en investissant massivement dans les infrastructures sur l'ensemble du territoire. En termes d'impact, plus de 68 % de la population vit désormais à moins de 5 km d'un centre de santé.

Un jour de décembre 2017, nous sommes au centre de santé de Kato, dans la sous-préfecture de Worofla. En attendant d'intégrer le tout nouveau centre de santé construit par le gouvernement, le personnel médical continue d'administrer les soins dans une vieille bâtisse aux couleurs défraîchies.

Adossée à un mur du hall d'accueil, une femme enceinte, Adja, visiblement épuisée. A ses côtés, un homme, son époux. Il se prénomme Adama. Adama affiche une mine anxieuse. Notre regard inquisiteur l'amène à extérioriser son angoisse : « *Cela fait deux jours que nous faisons des va-et-vient à moto pour venir jusqu'à Kato pour le traitement de ma femme* », fulmine-t-il. Et d'ajouter, l'air un peu déçu : « *Ces longs déplacements lui font courir beaucoup*

de risques, compte tenu de son état ! ». Kato est à 14 km de Konogo, leur village. A propos de Adja, la sage-femme nous dira plus tard qu'elle porte une grossesse de sept mois et qu'elle souffre de paludisme. Cette triste réalité des femmes de la localité, contraintes de se rendre à Kato, faute de maternité dans leur village ou à proximité, ne sera plus qu'un lointain souvenir. A Gbémazo, à 1 km de Konogo, le Centre de Santé Rural est en voie d'achèvement. D'un coût de 175 millions de FCFA, financé par le Programme Présidentiel d'Urgence (PPU), le centre comprend une maternité, un dispensaire et des logements

pour l'infirmier et la sage-femme. En attendant l'inauguration, les populations expriment déjà leur soulagement et leur satisfaction. Le dispensaire a déjà commencé à recevoir ses premiers patients. Bientôt la maternité sera ouverte.

Pour Bakayoko Makoma, présidente des femmes du village de Karaba, à quelques encablures de Gbémazo, le centre de santé va profiter à toute la population, mais davantage aux

femmes pour les consultations prénatales, l'accouchement, le suivi des vaccins, etc.

Autre décor, à Abidjan, mais toujours le même soulagement. Lors de l'inauguration du Centre national

Les équipements de pointe se multiplient.



Défis : Pérenniser les acquis

Plus de 540 milliards de FCFA sont déjà investis par l'Etat pour rapprocher les infrastructures sanitaires des populations. Il prévoit 833 milliards de FCFA pour la période 2018-2020. Les défis pour le gouvernement et les populations, bénéficiaires de ce système de santé de proximité, portent sur l'entretien des équipements, afin de maintenir le plateau technique en bon état.

de radiothérapie et d'oncologie (traitement du cancer), le 18 décembre 2017 à Cocody, la satisfaction était grande : « Quelle joie, quel bonheur pour nos malades, de pouvoir se soigner, ici en Côte d'Ivoire ! On n'aura plus besoin de voyager. Vraiment, je dis merci au Président de la République pour tous ces efforts ! ». Cet enthousiasme de Blandine Aka, présidente d'une organisation non gouvernementale de lutte contre le cancer à Aboisso, en dit long sur ce qui fut, durant des décennies, la peine des malades du cancer. Et c'est à juste titre que le Président Alassane Ouattara disait, à cette occasion, qu'il ne fallait plus avoir peur du cancer. « Vous avez maintenant accès aux technologies innovantes pour le traitement et la prise en charge du cancer, sur place, en Côte d'Ivoire ». Le centre de

traitement du cancer, tout comme le Centre Hospitalier et Universitaire (CHU) d'Angré à Abidjan, ouvert le 15 décembre 2017, et le futur Centre de Médecine Nucléaire, traduisent la vision du gouvernement en matière d'infrastructures de santé et de soins de qualité. Les équipements de pointe, comme l'imagerie par résonance magnétique (IRM) au CHU d'Angré, en est une illustration. « Cet appareil a un champ élevé de fiabilité et de rapidité, comparé aux anciens appareils. 10 à 15 minutes suffisent pour faire un examen, contre 30 à 45 minutes auparavant », estime Germain Ouattara, surveillant d'unité de soins. Pour lui, « la prise en charge des patients devient beaucoup plus rapide et pointue avec cette nouvelle technologie. Cela fait gagner en temps et en soins de qualité ». ■



Bakayoko Makoma
Présidente des femmes de Karaba

« Le centre de santé de Gbémazo va profiter à toute la population, mais davantage aux femmes pour les consultations prénatales, l'accouchement, le suivi des vaccins... ».



Diomandé Siaka Arsène
Président des jeunes de Toté

« Ce centre de santé fait notre fierté. Il va vraiment soulager les populations qui n'auront plus à faire de longs déplacements, parfois risqués, avec des malades. Je dis grand merci au Président Alassane Ouattara ».



Sanogo Mawa
Présidente des femmes de Gbémazo

« Pour nous, populations rurales, ce centre de santé est un facteur de productivité. Car, nous avons besoin d'être en bonne santé pour mener à bien toutes nos activités agricoles. Nous apprécions et saluons cette action gouvernementale qui va changer notre vie ».



Koné Médigui
Délégué chargé du développement de Konogo

« Nos villages sont restés longtemps sans aucun centre de santé. Mais depuis quelques années, nous sentons un changement avec le centre de santé de Kato, et aujourd'hui, celui de Gbémazo ».

Santé

10 000 agents recrutés en 3 ans

Médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, infirmiers, sages-femmes, etc. Ce sont 10 000 agents de santé qui ont été recrutés à la Fonction Publique sur la période de 2015 à 2017. Déjà, en 2015, un recrutement exceptionnel avait fait passer à 23 999, l'effectif global des agents de santé, contre 19 993 en 2012. Pour les motiver, le gouvernement a procédé à une revalorisation salariale de 400 points pour les cadres et 150 points pour les autres catégories. Cette politique a contribué à améliorer le ratio personnel de santé/population : le ratio infirmier/population est passé de 1 pour 3 069 habitants en 2011 à 1 pour 1 932 en 2016. Quant au ratio sage-femme/femmes en âge de procréer, il est passé d'une sage-femme pour 2 270 à une sage-femme pour 995 femmes en âge de procréer, sur la même période. Résultat : en 2017, 68 % de la population vit désormais à moins de 5 km d'un centre de santé, contre 44 % en 2012. ■

Quelques acquis de 2012 à 2017



300

Etablissements sanitaires de premier contact
construits et équipés sur l'ensemble du territoire de 2012 à 2016



97

Nouveaux postes de dialyse
soit un total de 110 postes en Côte d'Ivoire



448

Ambulances

+ 21 unités de soins mobiles, 600 motos, 1 000 vélos remis au personnel soignant

90%

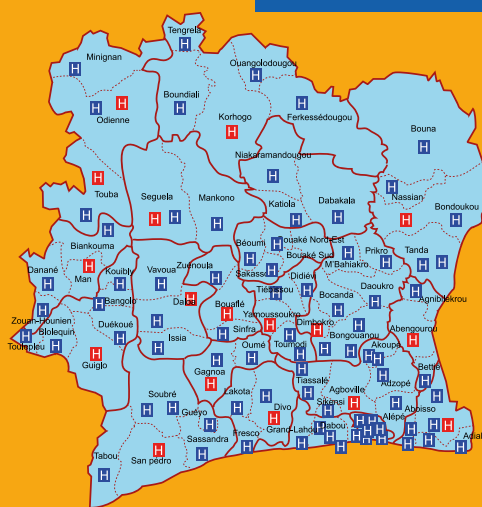
de disponibilité des médicaments essentiels

à la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique en 2017, contre 23% en 2011

Gratuité ciblée : les actes et prestations concernées

- ✓ Consultations des femmes enceintes et des enfants de 0 à 5 ans
- ✓ Bilan prénatal clinique biologique et radiologique
- ✓ Accouchement normal et ses complications
- ✓ Césarienne
- ✓ Prise en charge des 48 premières heures des urgences médicochirurgicales
- ✓ Prise en charge thérapeutique du paludisme après diagnostic

Carte sanitaire de la Côte d'Ivoire



1910 Etablissements Sanitaires de Premier Contact (ESPC)

17 Centres Hospitaliers Régionaux (CHR)

88 Hôpitaux Généraux (HG)

13 Centres et instituts spécialisés de soins dont **5** Centres Hospitaliers Universitaires (CHU)

1 Institut de Cardiologie, **1** Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU), **5** unités d'hémodialyse

1 Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS), avec 5 antennes à Abidjan et 19 à l'intérieur du pays

H HOPITAL GENERAL **H** CENTRE HOSPITALIER REGIONAL **DIS** DISTRICTS SANITAIRES **REG** REGIONS SANITAIRES

Perspectives majeures 2018-2020

Un investissement de 833 milliards de FCFA est prévu pour la construction et l'équipement de centres de santé, afin d'améliorer les conditions d'accès des populations aux soins.

- 200 établissements sanitaires de premier contact seront réalisés sur l'ensemble du territoire national, dont 40 livrés en 2018
- Construction d'un CHU à Abobo
- Construction de 6 nouveaux Centres Hospitaliers Régionaux (CHR)
- Construction de 3 hôpitaux militaires à Bouaké, Daloa et Korhogo
- Rééquipement des blocs opératoires des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) de Cocody et de Treichville
- Apurement des passifs de la Nouvelle Pharmacie de Santé Publique (NPSP), estimés à 4 milliards de FCFA



“ Mon ambition est de rapprocher les structures sanitaires des populations, tout en relevant les plateaux techniques partout où les besoins le nécessitent. Dans ce cadre, je me

suis personnellement engagé à restaurer notre système de santé sur l'ensemble du territoire national, en réhabilitant les infrastructures sanitaires, en relevant les plateaux techniques dans leur ensemble et en créant de nouvelles infrastructures. ”

Alassane Ouattara, Président de la République de Côte d'Ivoire, à l'inauguration de l'Hôpital Mère-Enfant Dominique Ouattara de Bingerville, le 16 mars 2018



INNOVATION

Une écabosseuse de cacao qui réduit la pénibilité

AMA 12 (Assistance et Matériel Agricole) est une écabosseuse de cacao inventée par la startup ivoirienne, Eric N'Guetta. Cette trouvaille a émerveillé à la 28^{ème} réunion de la World Cocoa Foundation, tenue en octobre 2016, à Abidjan. Elle a été testée et validée en 2015 par le Conseil du Café et du Cacao (CCC) qui l'a présentée aux producteurs ivoiriens lors des Journées Nationales du Cacao et du Café. L'invention de N'Guetta réduit la pénibilité pour les paysans et les charges liées à la forte demande de main-d'œuvre en périodes de traites.



D'une consommation de 1,8 litre de gasoil/heure, AMA 12 écabosse 4 000 cabosses par heure, équivalent à 400 kilogrammes de fèves fraîches. Elle traite donc par jour 32 000 cabosses, représentant 3 tonnes de cacao frais. Et ce, avec seulement 3 machinistes comme main-d'œuvre. Une vraie révolution, car le système traditionnel nécessite 30 personnes au moins pour écabosser manuellement 25 000 cabosses par jour. La machine contribue ainsi à la modernisation de la filière cacao. Expert-comptable de formation, Eric N'Guetta est diplômé en stratégie financière et fiscale internationale de l'Ecole Supérieure de Commerce de Paris. ■

E-BANQUE DE SANG

La disponibilité des poches de sang en un clic



Innovation majeure dans le secteur de la santé : "e-Banque de Sang" est une application numérique qui va considérablement réduire l'angoisse des proches des patients pour trouver une poche de sang. Elle est un moyen pour les établissements sanitaires d'assurer une prise en charge plus efficace des malades, des femmes enceintes et des victimes d'accident. La plateforme a été développée en 2016 par l'Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications (ANSUT), en collaboration avec le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS). Elle a été sacrée "Best Innovative e-Gouv Solution" en mars 2018, lors de l'exposition "Africa Pay and ID Expo" au Maroc.

L'application permet de visualiser, en temps réel, la disponibilité et les mouvements de stocks de sang dans tous les dépôts de Côte d'Ivoire, via une carte interactive. Les demandes de sang peuvent être traitées directement dans les établissements sanitaires. Permettant ainsi aux agents de santé d'apporter les soins appropriés dans de courts délais. Pour sa phase pilote, la plateforme a été déployée dans 117 dépôts qui dépendent de 21 Centres de Transfusion Sanguine. Selon Euloge Soro-Kipéya, Directeur Général de l'ANSUT, « La distinction "Best Innovative e-Gouv Solution" marque symboliquement l'entrée de la Côte d'Ivoire dans un 21^{ème} siècle résolument numérique ». ■



Marché de Sassandra

Un projet pour dynamiser le commerce dans la région du Gboklé

La construction du marché central de Sassandra fait partie du programme d'équipement en infrastructures de la région du Gboklé. Réponse concrète du Président de la République à la requête formulée en 2015 par les populations, lors de la campagne présidentielle, ce marché va servir de catalyseur à l'essor des activités commerciales et économiques.

Sassandra, le 8 décembre 2017. Le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, arrive ici pour poser la première pierre du débarcadère et visiter le chantier du nouveau marché central. Nous y sommes aussi pour voir l'état d'avancement des travaux, lancés en mars 2017. Petit détour à l'ancien marché, pour comprendre ce qui a motivé la construction de la nouvelle infrastructure. Nous tombons sur une bagarre entre une commerçante et un charretier. Ce dernier venait de renverser, en essayant d'éviter un tas d'ordures, l'étal de poissons de la vendeuse. Nous poursuivons notre visite. Ici, insalubrité, délabrement, promiscuité et désordre font bon ménage. Cet ancien marché, aux bâtisses vétustes et menacé par la mer, date du temps où Sassandra était un wharf pendant la période coloniale. « Ce marché ne répond plus aux normes d'hygiène et de sécurité. Nous sommes exposés au soleil, à la pluie et aux dangers de toutes sortes », nous dit, exaspérée, Hady Diarrassouba, commerçante.

Retour au marché en chantier. Il est, à ce jour, à un taux d'exécution de 48 %, selon le coordonnateur du projet, Fernand Yao. Les travaux de la fondation, de délimitation du mur de soutènement et le bétonnage du sous-bassement sont terminés. 18 des 42 bâtiments en construction sont à l'étape de la pose de charpentes métalliques, de boulonnage et de soudure. Le transformateur électrique est au stade de finition. Les bâtiments destinés au fumage et à la vente de

produits de la pêche, ainsi que ceux des produits vivriers avancent. Après ces gros œuvres, la construction de parking et l'embellissement des voies d'accès vont suivre. Cofinancé par la Côte d'Ivoire et le Japon, à hauteur de 9 milliards de FCFA, l'ouvrage, bâti sur une superficie de 2,5 ha, accueillera 900 commerçants. ■



Maurice Bandaman

Sur la valorisation du patrimoine culturel national

Le patrimoine matériel et immatériel de la Côte d'Ivoire a séduit ces dernières années au point de figurer sur les listes du patrimoine mondial de l'UNESCO. Dans cet entretien, le Ministre de la Culture et de la Francophonie, Maurice Bandaman, explique les raisons et situe les enjeux.



Monsieur le Ministre, ces dernières années ont été marquées, au plan culturel, par des lauriers internationaux. Le dernier en date est la reconnaissance du Zaouli, par l'UNESCO, comme patrimoine culturel immatériel de l'humanité. Pouvez-vous revenir sur les grands acquis de la Côte d'Ivoire et les enjeux qui y sont liés ?

Les actions menées ces dernières années ont permis d'obtenir plusieurs inscriptions de nos biens et expressions culturels sur les listes de l'UNESCO. Cela a été obtenu pour la ville historique de Grand-Bassam, le 29 juin 2012, lors de la 36^e session du Comité du Patrimoine Mondial à Saint-Petersbourg, en Russie. Quant à la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO, nous y avons fait inscrire le Djéguélé, balafon pentatonique des communautés sénoufo du Mali, du Burkina Faso et de Côte d'Ivoire, le 05 décembre 2012. C'était lors de la 7^e session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel à Paris

(candidature multinationale). Enfin, le Zaouli, musique et danse populaires des communautés gouro de Côte d'Ivoire, l'a été le 06 décembre 2017, lors de la 12^e session du Comité intergouvernemental de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en République de Corée. Les enjeux de ces reconnaissances internationales sont multiples, notamment aux plans social, culturel, économique et politique.

Concrètement, quelles sont les retombées directes ou indirectes pour la Côte d'Ivoire ?

Sans exhaustivité, ces acquis assurent le rayonnement culturel international de notre pays dont le leadership et la diplomatie culturels sont désormais visibles. Toutes ces inscriptions contribuent ou pourraient contribuer à la promotion de la diversité culturelle, au renforcement de la cohésion sociale, à l'entrée de devises par le développement du tourisme culturel. Le pays pourrait également bénéficier d'une assistance financière et technique de la part

de l'UNESCO pour soutenir les activités de sauvegarde des patrimoines qu'elle a ainsi reconnus. En outre, la reconnaissance d'un patrimoine matériel ou immatériel est un argument économique important, dans la mesure où cette mise en lumière peut contribuer à la création d'emplois, notamment avec le développement de l'artisanat, la perception des droits d'entrée sur les sites, les visites guidées, la vente de produits dérivés, etc.

Qu'est-ce qui explique le regain d'activité culturelle, notamment avec les festivals régionaux, et quel accompagnement du gouvernement ?

C'est la manifestation d'un cercle vertueux qui veut que les bonnes politiques favorisent

“
Les collectivités territoriales, les promoteurs privés et l'Etat réalisent, de plus en plus, que la vitalité des expressions culturelles est une incitation à aimer la Côte d'Ivoire et à y investir.”

les bonnes pratiques et les démultiplient. Je me félicite que les collectivités territoriales, les promoteurs privés et l'Etat réalisent, de plus en plus, que la vitalité des expressions culturelles est une incitation à aimer la Côte d'Ivoire et à y investir. Le gouvernement continuera de faire sa part qui est d'améliorer l'environnement de ce secteur et de soutenir les initiatives pertinentes.

Le Ministère de la Culture et de la Francophonie a décrété 2018 "Année du Patrimoine Culturel National". Comment cela va se traduire sur le terrain ?

Nous avons décrété 2018, "Année du Patrimoine Culturel National", avec pour thème : « Valorisons nos richesses vestimentaires ». C'est une décision motivée par les lauriers glanés par ce secteur déterminant de notre département, et par les opportunités que son développement laisse envisager. Il s'agira, au cours de l'année, de valoriser les savoirs et savoir-faire traditionnels liés au tissage du pagne dans toutes les communautés pratiquant cet art. Notre ambition est d'arriver à l'édification d'un code vestimentaire par lequel on reconnaît et identifie la Côte d'Ivoire et ses habitants. Au-delà du fait esthétique et idéologique, nous nous inscrivons dans la dynamique de la lutte contre la pauvreté, avec l'idée de mettre en lumière les métiers du textile, de la couture et de la mode. Aussi avons-nous instruit nos services techniques, à l'effet de préparer un dossier de candidature des savoirs et savoir-faire traditionnels liés au tissage du pagne. Ce dossier sera déposé à l'UNESCO d'ici à fin mars 2019. ■

Conférence de presse du Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly, le 14 février 2018



1. Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly face à l'auditoire, le 14 février 2018, à la Primature. - **2.** Le Premier Ministre se rendant à pied de son bureau à la salle de conférence de presse. Il est ici en conversation avec son Directeur de la Communication, Bakary Sanogo. - **3.** Le Premier Ministre se lève pour expliquer, tableau à l'appui, les dépenses de souveraineté de l'Etat.

Championnats du Monde d'Athlétisme en Salle 2018 (Birmingham, Royaume-Uni)



1. Marie Josée Ta Lou (2^e à partir de la gauche) et Murielle Ahouré (5^e à partir de la gauche) : les deux athlètes ivoiriennes en pleine finale du 60 mètres. - **2.** Marie Josée Ta Lou et Murielle Ahouré, respectivement médaillées d'argent et d'or de la finale du 60 mètres des Mondiaux d'Athlétisme en Salle 2018 (Birmingham, Royaume-Uni).



Anne-Désirée Ouloto

Ministre de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable

Au sujet de l'Opération Grand Ménage

La salubrité est une préoccupation du gouvernement ivoirien. Les différentes campagnes menées depuis 2012 en témoignent. Peut-on dire qu'elles ont porté ? Anne Désirée Ouloto, en charge de la question en dit davantage.

■ En termes de résultats, qu'est-ce que l'"Opération Grand Ménage" a réellement apporté ?

L'Opération Grand Ménage est une composante de la stratégie nationale de sensibilisation et d'éducation au changement de comportement. Elle vise à contribuer à l'émergence d'un Ivoirien Nouveau, engagé pour un pays propre et vert. Depuis le lancement, en mars 2017, nous avons enregistré des déclarations d'engagement de nos concitoyens, de la Première Dame, des présidents d'institutions, de responsables des secteurs publics et privés, d'ONGs et associations, de chefs traditionnels et religieux, etc. Nous avons noté avec satisfaction, l'appropriation de cette action par nos concitoyens, à travers l'organisation spontanée de plusieurs activités de nettoyage à Abidjan et à l'intérieur du pays. Plusieurs quartiers et villages sont aujourd'hui transformés. L'Avenue 11 à Treichville, Abobo Extension, Bouaflé (rue Kolo), etc. en témoignent.

■ Malgré les efforts du gouvernement, les Ivoiriens rechignent à la propreté. Quel est le problème ?

Les Ivoiriens ne rechignent pas à la propreté. Je ne le crois pas ! Nous sommes plutôt tous victimes de notre propre incivisme. Le problème est donc connu. Seulement, la résolution nécessite une prise de conscience générale et une mobilisation de tous. La stratégie nationale de sensibilisation et d'éducation au changement de comportement nous y aidera.

■ Comment assurer la salubrité du pays et la maintenir durablement ?

Notre approche pour un pays propre et salubre repose sur la mise en œuvre d'une politique moderne et efficace déclinée en six axes. Il s'agit, (i) de l'adoption du code de la salubrité, (ii) la construction d'infrastructures modernes de gestion et de traitement des déchets (centres de groupages, de transferts et d'enfouissement technique), (iii) la formation et le renforcement des capacités des agents du Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable et des opérateurs, (iv) l'inclusion des collectivités locales (mairies - conseils régionaux), des ONGs et de la société civile dans la mise en œuvre de nos politiques, (v) la sensibilisation et l'éducation, (vi) et enfin, la sanction.

10 CHIFFRES SUR LE DÉVELOPPEMENT

Marchés publics

42 % attribués aux PME locales

en 2017, contre 16,6 % en 2016

Education

5 892 classes

dans le préscolaire pour l'année 2016-2017, contre 5 668 classes en 2015-2016

Filière anacarde

440 FCFA

le prix du kilogramme bord champ en 2017, contre 350 FCFA en 2016

Emploi

83 764 nouveaux emplois

déclarés dans le secteur privé en 2017, contre 76 072 en 2016

Pétrole

34 000 barils

produits en moyenne par jour en 2017

Recettes fiscales

3 181 milliards de FCFA

recouvrés en 2017

Jeux de la Francophonie

19 médailles remportées

par la Côte d'Ivoire aux 8^{èmes} jeux en 2017, contre 6 médailles à l'édition précédente en 2013

Gaz naturel

216 millions

de pieds cubes produits en moyenne par jour en 2017

Noix de cola

1^{er} exportateur mondial

avec environ 100 000 tonnes produites par an

Caoutchouc

591 000 tonnes

produites en 2017, soit une hausse de 26%